



## État de siège en Colombie

Par Yves Carrier

Depuis le 28 avril dernier, la population colombienne est massivement descendue dans la rue pour affirmer son refus d'une réforme fiscale qui pardonnait aux plus fortunés, augmentait les impôts sur les revenus des salariées et des retraités et les taxes sur les biens et services et les produits alimentaires de base.

Alors que la Colombie traverse une double crise économique et sanitaire, le moment d'imposer cette réforme était très mal choisi. À moins que le gouvernement d'Ivan Duque n'ait cherché qu'à provoquer son peuple dont 42% des 50 millions d'habitants vit dans la pauvreté.

L'appel à la grève générale illimitée a été largement suivi et de nombreuses routes ont été bloquées. En plus des forces antiémeutes de la police, le gouvernement a fait appel à l'armée pour rétablir l'ordre. Sauf que cette mesure a déclenché la folie meurtrière de l'ancien président Uribe qui est encore le vrai président dans l'esprit de plusieurs. Celui-ci a demandé à l'armée et à la police d'ouvrir le feu sur les manifestants, chose que les militaires pas très

intelligents se sont empressés de faire. Habités à massacrer discrètement les défenseurs des droits humains, les écologistes, les syndicalistes ou tout porteur de n'importe quelle revendication sociale, ils sont passés à la puissance 10, d'un massacre tous les dix jours à 10 massacres par jour. Si bien que l'ensemble de la communauté internationale, même le Département d'État américain, a demandé au gouvernement colombien de baisser un peu le volume.

Malgré toute cette répression meurtrière dont le décompte ne s'arrête pas, la population a poursuivi ses manifestations pacifistes par millions. Le courage des jeunes prêts à donner leur vie pour que la Colombie change et devienne enfin une véritable démocratie où les droits sociaux et démocratiques ne soient plus lettre morte, force le respect. Mais un peuple désarmé contre une armée déchaînée ne peut pas tenir longtemps sans le renfort de la solidarité internationale des peuples qui doivent faire pression sur leurs gouvernements respectifs afin que cesse la répression et que débutent les négociations. C'est pourquoi il est de notre devoir

d'abandonner notre apathie habituelle pour joindre les rangs des manifestants colombiens ici à Québec, à Montréal ou à Ottawa, d'écrire à notre député pour lui faire part de nos préoccupations et lui demander d'agir puisque le Canada est un allié du gouvernement répressif d'extrême-droite d'Ivan Duque. Il est temps de montrer notre solidarité avec ce peuple, dont la plupart de ceux ou celles qui vivent parmi nous sont des réfugiés politiques. Nous devons nous préoccuper de la démocratie et de la justice sociale dans les Amériques si nous voulons un jour changer le monde. C'est ici que cela commence!

Dans ce numéro	
Vivre avec sérénité	2
Centenaire de Paulo Freire	3
Sur les chapeaux de roues	4-5
Les migrants comme sujets	6-7
Situation en Colombie	8-11
Le néolibéralisme	12-15
Nouvelles du CAPMO	16

## Vivre avec sérénité !

Par Roméo Bouchard

En paix avec mes 85 ans faits.

Je ne suis pas de ceux qui voient la vieillesse comme un naufrage. Certes, je suis passablement gâté par la vie, Je n'ai pas de maladie incapacitante ou souffrante. Pour le reste, je pense qu'on a pas mal la vie qu'on s'est faite. Je vieillis, c'est indéniable. Mon CORPS s'use. Mon cœur s'emballa. Ça grince de partout. Ça démarre plus lentement. Ça récupère moins vite. La mémoire oublie. Les mots se dérobent. Les oreilles se durcissent. La démarche se désapprend. Le corps ramollit et se dessèche. Le sexe ne répond plus à la libido qui persiste. Le monde rétrécit et s'éloigne. La vie ralentit et le temps s'accélère.

L'équilibre se fragilise. Tout se fragilise. L'heure du départ se rapproche. On refait à l'envers le chemin vers le temps où on n'était pas et ne serons plus. Mais la CONSCIENCE, elle, est plus vive, plus profonde, plus compréhensive avec l'âge. Le regard s'affine. Le cœur s'attendrit. L'âme s'éveille. Le silence parle. Serge Bouchard avoue : « Plutôt que de chercher la vérité du monde, j'ai poursuivi sa beauté. ». À la fin, c'est en effet la beauté qui l'emporte. C'est la Vie. C'est l'Univers. C'est le Soleil, les arbres, le fleuve. C'est le calme et l'intimité de la maison, la douceur du sommeil, la joie de vivre d'un petit-fils, la sécurité de la vieillesse, mon « Petit pays » au « Doux pays » du Kamouraska.

J'ai longtemps pensé que je ne dépasserais pas 65 ans. Puis, j'ai allongé la mise jusqu'à 75 ans. Me voilà parvenu à 85 ans. Et je me surprends à envier Guy Rocher qui vient d'en faire 97 avec la voix sûre et les idées claires. La vieillesse est la saison des bilans, l'inévitable « plongée en soi-même et repli de survivance » (Serge Bouchard): l'âge nous oblige à réinterpréter nos vies, à en chercher le fil conducteur, à en peser les réussites, les ratés, les blessures, les moments-charnière; à faire le ménage, à prendre des distances, à transmettre à ceux qui restent et qui viennent ce qui mérite de l'être, C'est pourquoi j'écris, chez moi, de source, en attendant, et ceux que je rejoins ainsi m'aident à me sentir vivant.

Comme un bateau qui quitte le port, les vieux se détachent, s'éloignent. Les souvenirs deviennent leurs trésors les plus précieux : ils remplacent ce qui ne peut plus être. Leurs descendants relaient derrière eux leur empreinte dans la chaîne de l'ADN et du temps. Vieillir n'a rien d'effrayant quand on prend conscience de quoi nous sommes fait. Nous sommes fait de la matière de l'Univers, nous sommes fils de la Terre et du Ciel, nous sommes poussière d'étoiles, nous sommes issus de cette fureur de vivre qui pousse l'énergie comique à s'organiser, à vivre et à penser (Hubert Reeves).

Nous ne naissons pas : nous avons toujours été: nous apparaissions, comme l'herbe au printemps,. Nous ne mourrons pas : nous serons toujours : nous disparaissions, comme l'herbe à l'automne. Nous sommes fait de la substance, de l'énergie et du mouvement de l'Univers. Entre l'hiver infini où nous n'étions pas et l'hiver infini où nous ne serons plus, nous vivons le temps d'un printemps, d'un été et d'un automne éphémères, nous sommes des étoiles filantes, trois petits tours et on s'en va, nous laissons une empreinte : nos enfants, nos amours, nos œuvres.

Nous sommes, l'instant d'une vie, la Conscience de l'Univers. Les dieux, les récits et les philosophies qu'on a inventé pour le dire ne valent pas un coucher de soleil, un arbre vivant, la naissance d'un animal ou d'un enfant, l'embrasement de deux corps, la permanence d'un attachement, le dévouement d'un travailleur, le courage du peuple... et la cruauté de ses maîtres. La beauté du monde a réponse à tout.

Vieillir et mourir, comme le soir d'un beau jour : demain est un autre jour.

## Campagne 100<sup>ème</sup> anniversaire de Paulo Freire

Par Mario Gil Guzman

Cette année marque le 100<sup>e</sup> anniversaire de la naissance du Brésilien Paulo Freire, auteur de : « *La pédagogie des opprimés* ». L'influence de son approche connue sous le nom de conscientisation, transcende le domaine de l'enseignement pour s'étendre à la philosophie, les sciences sociales, la politique, la culture, l'économie, le droit, etc. Sa perspective épistémologique implique non plus la reproduction d'une doctrine pour transformer la réalité sociale, mais la prise en compte de ce qui émerge des besoins exprimés par les oubliés de l'histoire.

Selon Freire: « L'éducation n'est pas un acte de transfert de connaissances mais de production et de création de celles-ci. Elle est substantivement pédagogique mais adjectivement politique. » Il représente une synthèse dans la praxis transformatrice. Sa proposition pédagogique possède en son centre une intention politique de transformer la société, afin que la parole de toutes et de tous soit incluse dans les transformations nécessaires. Ceci a pour but de construire des sujets historiques de changement social, d'en faire d'authentiques protagonistes de l'histoire et de

transformer le regard que nous portons sur la réalité et les différents problèmes sociaux, économiques ou environnementaux. Cette proposition hautement démocratique s'avère essentielle alors que l'humanité doit relever des défis encore plus exigeants pour sa survie parce que sa proposition d'alphabétisation implique la possibilité de lire le monde collectivement afin de le transformer. À ses yeux, le changement est toujours collectif et le processus de conscientisation est ce qui précède celui-ci. Pour Freire, elle est non seulement une méthode d'apprentissage où le sujet prend conscience de sa condition d'oppression, de domination et d'exploitation: par elle, il aspire à devenir maître de son processus d'émancipation conçu comme un projet social collectif.

Cette année, des centaines de bougies s'allumeront en mémoire de Freire, des centaines de voix s'élèveront pour exprimer leur vérité et des centaines de praxis s'organiseront pour transformer le monde. Perpétuer son héritage, c'est continuer à se battre pour une société plus juste en ayant à l'esprit que les processus et les transformations les plus

importants de l'histoire proviennent de la base, de ceux et celles qui vivent les différentes réalités.

Au Québec, nous voulons aussi célébrer l'éducation populaire autonome qui a donné naissance aux mouvements sociaux. Son principe intégrateur demeure le même, la nécessité de donner la parole aux opprimés afin de changer les conditions d'injustice et d'inégalités, de questionner un système oppresseur et destructeur de la planète, et d'unir les forces des organisations dans la lutte pour la construction d'un monde où il y a une place pour chacun et chacune. Nous invitons donc les organisations sociales et communautaires, les groupes de recherche et le grand public intéressé par cette question, à développer des actions et des événements pour souligner l'importance et l'urgence de l'Éducation populaire autonome en hommage au 100 ans de la naissance de Paulo Freire.

solidarite.interculturelle@capmo.org

Tel : 581 922 2330

## Sur les chapeaux de roues... nouvelles du TRAAQ

### Joyeux printemps à vous toutes et tous!

Par Catherine Rainville

Vous vous demandiez ce que le TRAAQ a mijoté au cours des derniers mois?

Hé bien il me fait plaisir de vous présenter, pour ce bulletin mensuel, les grandes lignes de ce que nous avons récemment accompli. Vous verrez que le TRAAQ a trouvé bien des moyens de rester actif malgré le contexte particulier de pandémie que nous vivons toutes et tous!

#### **On commence à tisser des liens nationaux et interrégionaux!**

À l'initiative du TRAAQ, deux rencontres interrégionales se sont tenues en format virtuel en mars et en avril. En effet, le TRAAQ a réussi à organiser et à réunir des organisations provinciales ainsi que des groupes locaux de Montréal, de la Montérégie, de Lanaudière et du Bas-St-Laurent. L'objectif de ces rencontres interrégionales est de tisser des liens entre les différents groupes, et de partager nos connaissances et notre expérience... selon la

maxime que « l'union fait la force »! La préoccupation centrale que nous partageons, c'est bien sûr l'accessibilité du transport en commun pour les personnes à faible revenu. Une 3e rencontre est prévue à la fin mai où nous discuterons de mobilisation et de stratégies de revendication. À suivre!

#### **Les représentations politiques se poursuivent.**

D'abord, nous sommes toujours aussi indigné.e.s que le RTC, depuis presque un an, ne remette plus de correspondance papier lorsqu'une personne paie son passage en argent comptant, l'obligeant à payer un deuxième passage pour correspondre avec un autre autobus et ainsi terminer son trajet. En mars, nous avons soumis une question au Conseil d'administration du RTC à ce sujet (c'était la deuxième fois que le TRAAQ le faisait). Nous avons

même proposé une solution à l'enjeu sanitaire que soulève la remise de la correspondance papier! Nous avons sincèrement offert notre collaboration sur ce dossier. Malheureusement, le RTC a tout simplement rejeté du revers de la main notre proposition, sans même s'expliquer...

Dans un tout autre ordre d'idées, le TRAAQ a **soumis un mémoire** au début avril pour les consultations publiques dans le cadre des consultations publiques menées par la Ville de Québec pour sa Stratégie de développement durable. Nous avons été invité.e.s à présenter notre mémoire à la toute fin du mois auprès des fonctionnaires responsables. Nous resterons à l'affût de la version finale de la Stratégie, voir si notre voix a enfin été entendue.



**Collectif pour un transport  
abordable et accessible  
à Québec**

Enfin, nous avons fait parvenir à la conseillère municipale responsable (Mme Émilie Villeneuve) une demande officielle pour siéger à la Table de concertation sur l'accessibilité universelle (TCAU). Après discussions au comité de suivi, nous avons convenu que c'était une belle idée de siéger à cette Table pour défendre les enjeux spécifiques vécus par les personnes à faible revenu à mobilité réduite.

### **Le projet Femmes et mobilité a le vent dans les voiles!**

Avez-vous déjà entendu parler de ce magnifique projet? [Femmes et mobilité](#) est un projet auquel collaborent Accès transports viables, le TRAAQ, et le Regroupement des groupes de femmes de la Capitale-Nationale. Il a pour but de mettre en lumière les enjeux spécifiques de mobilité vécus par les femmes – et particulièrement celles en situation de pauvreté – et les inégalités de genre en matière de transport.

Cet hiver, nous avons fortement travaillé pour rédiger, réviser et réaliser [un site web de sensibilisation pour le grand public](#). Nous sommes vraiment

fières du résultat! Nous avons également révisé [un mémoire déposé à la Ville de Québec pour l'élaboration de sa Vision de la mobilité active](#).

### **Et enfin, le 29 avril dernier, nous avons tenu notre 4e Assemblée générale élargie**

Hé oui, nous l'attendions avec beaucoup d'impatience, notre assemblée du printemps!

Malgré le format virtuel et les difficultés accrues liées aux mesures d'urgence en vigueur dans notre région, plusieurs de nos groupes membres et de nos partenaires ont pu y participer. Les évaluations de vive voix et par écrit que nous avons reçus sont unanimes et très positives.

Au cours de cette assemblée, les participant.e.s ont décidé des actions à entreprendre au cours des prochains mois pour faire avancer nos revendications. Nous avons quelque chose de particulier en tête : une campagne électorale municipale à l'automne!

Nous avons également discuté de la tarification des enfants et des adolescent.e.s ainsi que des enjeux d'accessibilité liés à la fracture numérique. Nous avons

adopté de nouvelles revendications que nous sommes déjà fières et fiers de porter pour les prochains temps :

- Que le transport en commun soit offert gratuitement sans condition et en tout temps aux personnes mineures (17 ans et moins).
- Que le RTC et le STAC rendent davantage disponible et accessible l'information papier sur les parcours (horaires et trajets) dans différents points géographiques de la ville.
- Que tous les arrêts d'autobus et de tramway soient dotés d'un abribus muni d'un tableau électronique en temps réel (borne d'information)

### **N'hésitez pas à communiquer avec le TRAAQ !**

Vous avez des préoccupations, des questions ou des idées à nous faire part? Il nous fera réellement plaisir d'en prendre connaissance! Écrivez-nous à

[transportscapmo@gmail.com](mailto:transportscapmo@gmail.com)



## Les migrants comme sujets sociaux en contextes frontaliers

### Voix et récits de migrants : humanisant la déportation

Par Guillermo Castillo Ramírez

*Traduction: Yves Carrier*

#### Entre l'exclusion globale et les mobilités humaines transfrontalières

Les migrations massives irrégulières et transfrontalières sont l'un des traits les plus irréfutables des processus d'exclusion provoqués par la globalisation, et ils sont présents dans différentes régions du globe. Ces déplacements humains, s'ils possèdent une longue histoire et ont été associés à l'expansion du capitalisme et du colonialisme dans des époques antérieures, sont en augmentation de manière notable au cours des années récentes. Ils sont le résultat de divers changements structuraux d'origine néolibérale et de dynamiques d'intégration économiques régionale et du libre marché.

La globalisation néolibérale et ses processus associés (accumulation du capital, augmentation des

inégalités, concentration de la richesse, augmentation de la pauvreté, détérioration des processus de production dans les pays du sud, crises économiques et contraction du marché du travail et de l'offre de travail, parmi d'autres) ont été la base de la production de différents contextes d'expulsion en différents lieux de la planète qui, depuis des décennies, ont chassé des milliers de personnes de leur foyer et de leur communauté, en les obligeant à migrer vers des pays du nord global, à la recherche de meilleures conditions de vie. Et, sans doute, l'un des groupes de migrants les plus nombreux, précarisés et exposés à différents risques et

dangers, est celui qui, depuis différents points d'origine en Amérique latine (particulièrement d'Amérique centrale), se dirige vers les États-Unis (principalement à travers la frontière mexicaine).

Dans les secteurs académiques, les organisations sociales et la société civile, ces migrations ont été expliquées selon différents points de vue. Certaines de ces approches ont mis l'emphase sur le fonctionnement de ces dynamiques migratoires en les attribuant à des facteurs et à des traits économiques, politiques, environnementaux, etc., soulignant le caractère structurel et macro de ces processus.



Il existe aussi d'autres perspectives qui, depuis des caractéristiques locales et micro, des visions anthropologiques et sociologiques, se centrent sur les individus en processus migratoire. Toutefois, s'il est vrai qu'il existe différentes visions centrées sur les personnes qui migrent (comme celles mentionnées précédemment), les approches globales s'avèrent nécessaires, non seulement parce qu'elles rendent davantage visibles et présents les récits des différentes histoires des migrants, mais elles le font dans les mots et les termes de ces sujets sociaux.

### **Humanisant la déportation : voix, témoignages et récits de migrants**

Dans ce contexte, le projet communautaire, bilingue (espagnol/anglais) et binational d'humaniser la déportation est une opposition claire à cette dernière pour rendre visible et mettre au centre les personnes migrantes et leur vécu. (<http://humanizandoladeportacion.ucdavis.edu/es/>). Il s'agit de créer un grand archive digital, d'accès libre et gratuit, qui contient plus de 300 courts métrages de différents groupes de migrants ( [\[humanizandoladeportacion.ucdavis.edu/es/sobre-el-proyecto/\]\(http://humanizandoladeportacion.ucdavis.edu/es/sobre-el-proyecto/\) \). Ce projet a débuté en 2017, il est dirigé par le professeur Robert Irwin, et c'est un exercice de collaboration entre différents groupes de migrants et plusieurs universités américaines \(UC Davis\) et mexicaine \(COLEF, U de Guadalajara, UCh, ISTEM\).](http://</a></p>
</div>
<div data-bbox=)

L'objectif du projet est la production, l'édition, l'archivage et la diffusion de brefs récits narratifs audiovisuels, qui permettent aux migrants de décrire leurs expériences et leurs histoires, et, surtout, dans leurs propres mots et langages narratifs. Ce vaste archive, dont le but est l'enregistrement des témoignages des migrants, dans leurs propres mots et expressions, possède différentes thématiques : séparations des noyaux familiaux et leurs différentes conséquences, routes et traversées migratoires à travers les frontières, déportations et leurs répercussions, irrégularités judiciaires dans les démarches migratoires, obstacles et difficultés pour les migrants dans les pays de transit et de destination, criminalisation et stigmatisation des migrants en contextes frontaliers, et plusieurs

autres (<http://humanizandoladeportacion.ucdavis.edu/es/narrativas-de-migrantes/>).

Dans le contexte actuel, ce projet sert de dispositif clé pour montrer, dénoncer et rendre visible les expériences des migrants (dans leurs propres mots) et les processus d'exclusion et de violence auxquels ils sont exposés. Il s'agit d'un matériel utile, accessible et actualisé, autant pour les activistes que les chercheurs, le public en général et les groupes et organisations qui défendent les migrants. De plus, ce type de proposition assume une critique des visions officielles des États nationaux (d'origine, de transit et de destination), qui s'efforce de naturaliser, de cacher et de normaliser les migrations (et leur contention). En ce sens, cela montre l'écart et la contradiction entre les discours gouvernementaux qui dépolitisent les migrations et les politiques de restriction et de contrôle des mobilités transfrontalières et les dynamiques associées de criminalisation des migrants.

## Témoignage de Mario Gil Guzman devant le sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes à Ottawa



2021.

Depuis la dernière campagne électorale, le gouvernement d'Ivan Duque s'est fortement opposé à l'accord de paix conclu avec les FARC. Depuis son élection à la présidence de la Colombie, les assassinats des leaders sociaux se sont fortement accrus sans que le gouvernement ne fasse aucun effort pour réduire ces actes de violence ou mettre en œuvre les accords de paix signés par l'État. Ceux-ci exigent la protection de la population civile et l'arrêt de l'stigmatisation de leaders sociaux. Cela démontre encore une fois à quel point ce gouvernement est peu enclin au dialogue avec la population en faveur de l'amélioration des conditions de vie.

En novembre 2019, le peuple colombien a manifesté un fort mécontentement envers le gouvernement d'Ivan Duque qui avait proposé une première réforme fiscale très indulgente envers les secteurs les plus fortunés de l'économie colombienne.

Aujourd'hui, 10 mai, nous nous adressons à vous en tant que citoyens canadiens et résidents permanents d'origine colombienne ainsi qu'au nom de plusieurs organismes solidaires

avec les droits de la personne en Colombie, afin de demander votre support pour nous aider à arrêter le massacre envers la jeunesse colombienne qui manifeste pacifiquement depuis le 28 avril

L'arrivée de la pandémie en 2020 a mis fin aux manifestations du mouvement populaire qui se développaient depuis quelques mois contre un système extrêmement inégalitaire, corrompu et violent envers les secteurs populaires, les paysans, les minorités politiques victimes de la violence de masse, les autochtones et les afro-descendants. La COVID 19 et sa mauvaise gestion par les autorités a provoqué une situation de faim et précarité dans les familles qui ont été forcées de se confiner. Dans ce contexte, le gouvernement colombien a proposé une nouvelle réforme fiscale, imposant une augmentation considérable des impôts de la classe moyenne, ainsi qu'une taxation accrue des aliments de base et des services publics. À cela s'ajoute l'imposition de 41% d'impôts aux retraités.

Selon le Département national de statistiques, 42% de la population colombienne vit sous le seuil de pauvreté, ne percevant même pas 5\$ dollars par jour. Le pays a aussi été fortement touché par la pandémie, avec un solde de 72000 personnes décédées. Le gouvernement a investi 4,5 milliards de dollars en

financement militaire, alors que les ménages considérés comme vivant dans la misère, 15% de la population, recevaient une somme de 125\$ en aide d'urgence.

Aujourd'hui, même si la Colombie traverse la troisième vague de la COVID, la population a décidé de manifester contre la réforme fiscale et faire face aux politiques injustes du gouvernement.

Le 28 avril 2021, une grève générale illimitée a été déclenchée. Des millions de Colombiens et de Colombiennes sont sortis pour manifester dans tout le pays. Mais même si le gouvernement a retiré son projet de réforme fiscale, les manifestations se sont poursuivies en exigeant le retrait d'autres réformes considérées tout aussi injustes, dont celle de la santé et le renouvellement de l'épandage aérien du glyphosate. Depuis le début de la grève, les manifestations ont été fortement réprimées par la police qui a ouvert le feu sur les manifestants.

Le refus de la part de la population de mettre fin à la grève suite au retrait de la réforme fiscale, a conduit le président à militariser les villes. Les policiers et les militaires ont alors augmenté leur répression envers les manifestants

en voulant les réduire à de simples vandales. Dans plusieurs villes de la Colombie, il a été démontré que la police produit elle-même les actes de vandalisme afin de justifier la répression et de ternir l'image des manifestants. C'est devenu un prétexte pour continuer les massacres des manifestants, auxquels participent les militaires, la police, des paramilitaires, des civils armés et des policiers sans uniforme. Les violences ont lieu dans plusieurs villes du pays, mais principalement à la ville de Cali.

Selon les données de l'ONG Temblores et Indepaz, entre le 28 avril et le 8 mai, 12 femmes ont été victimes d'agressions sexuelles par la police. Ce fait révèle que la police utilise les femmes captives comme un butin de guerre;

- 52 personnes ont été victimes d'homicide par les forces de l'ordre (dont 36 à Cali seulement), la plupart sous les balles de la police ;

- 548 personnes sont portées disparues, ce qui constitue une atteinte grave à la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, signées par la Colombie en 2012 ;



- 489 personnes ont été blessées ;
- 33 personnes ont souffert des lésions oculaires ;
- 48 personnes ont été blessées par des armes à feu ;
- 69 défenseurs des droits humains ont été agressés par la police, sans compter les agressions contre les secours médicaux qui viennent en aide aux manifestants.

À Cali, la ville plus importante du pacifique colombien, la mission d'observation de l'ONU a été victime d'intimidation par les forces de l'ordre. Pour sa part, Le Défenseur du peuple, entité publique de protection des droits humains, a fait état lundi le 4 mai au matin de 19 morts et de 89 disparus et de 846 blessés, dont

306 civils. Depuis leur site web n'est plus accessible.

Les vidéos partagés par la population sur les réseaux sociaux démontrent la gravité de la situation de répression commise envers les jeunes lors de manifestations pacifiques et artistiques, mais aussi la manière dont les forces de l'ordre attendent la tombée du jour pour couper l'électricité et l'internet et faire disparaître des manifestants. C'est comme s'il s'agissait d'une dictature: la police et l'armée agissent envers les manifestants comme s'il s'agissait d'un acteur armé, ou d'une guerre contre la population désarmée.

Dernièrement, on a aperçu des policiers vêtus en civil qui tirent

manifestants, ainsi que des groupes paramilitaires qui se promènent dans les villes en proférant des menaces aux manifestants. Le 9 mai, des autochtones du Cauca, communauté internationalement reconnue pour son pacifisme, ont été attaqués par des individus armés dans un Pick-up dans un secteur riche de la ville de Cali.

Cela s'est soldé par 9 blessés dont certains dans des conditions très graves. Parmi ceux-ci, un étudiant de philosophie de l'université du Cauca qui appartenait à la garde autochtone. Il n'était muni que d'un bâton traditionnel pour toute protection et le gouvernement l'a accusé d'appartenir à la guérilla.



relations étrangères a demandé au gouvernement de Joe Biden de cesser l'aide au gouvernement Colombien. L'ONG Amnistie internationale a demandé que soit mis «fin à la répression des manifestations» et à «la militarisation des villes».

politiques l'action de plusieurs de ces entreprises canadiennes en Colombie. Aussi, le Canada doit assumer sa part de responsabilité dans le conflit actuel et condamner sans hésitation la répression actuelle tout en s'assurant que les forces armées soient retirées des villes, afin que cesse la répression et que les droits de personnes participant aux manifestations soient respectés.

Le Canada a des liens

Le gouvernement a invité au dialogue les membres de son propre parti politique et les juges du système de justice qui lui ont été favorables sans émettre aucun commentaire devant les assassinats et la forte répression. Un comité de grève qui ne représente pas les manifestants a aussi été invité aux négociations, mais ils ont quitté la table devant l'impossibilité de négocier le retrait de militaires de villes.

Jusqu'à maintenant l'Union européenne a jugé «prioritaire de mettre un terme à l'escalade de la violence et d'éviter tout usage disproportionné de la force par les forces de sécurité». Les États-Unis ont appelé à la «plus grande retenue de la part de la force publique afin d'éviter d'autres pertes de vies» et leur comité de

commerciaux très forts avec la Colombie. Un accord bilatéral de libre-échange avec la Colombie a été signé il y a maintenant 10 ans. Les conséquences économiques et sur les droits humains que cet accord a entraîné pour la population colombienne ont été plutôt négatives. Des entreprises canadiennes ont fait prospérer leurs affaires, parfois au détriment droits humains, du travail et à l'environnement, d'autres fois en bénéficiant des déplacements forcés de la population exploiter les mines, ou encore en prenant part à des processus de criminalisation des populations qui demandent des conditions dignes de vie et de travail où les entreprises opèrent. L'État canadien a appuyé par des subventions et des interventions

**Sites Internet consultés :**

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/05/colombia-preocupan-las-denuncias-de-desapariciones-y-violencia-sexual-contra-manifestantes/>

<https://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/2021-05-04/colombie/appels-au-calme-de-l-international-nouvelles-manifestations-attendues.php>

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-05-04/heavy-handed-riot-police-bring-wave-of-criticism-on-colombia>

## Le néolibéralisme et certains de ses effets

Par Hervi Lara. Santiago du Chili, le 4 de mai 2021.

Traduction: Yves Carrier

Le néolibéralisme est une idéologie qui considère que l'être humain et l'histoire sont centrés sur l'économie. Cette forme de capitalisme a été inaugurée au Chili en 1975. Sa prémisse de base est fondée sur une certaine conception du marché que Friedrich von Hayek a décrite comme « miraculeuse ». Milton Friedman l'a défini comme « une organisation où l'échange se produit par des transactions volontaires entre des sujets également informés et incapables de contrôler les prix des biens et des services. (1) » L'expérience nous apprend que cette notion de marché n'existe pas, parce que le travailleur et l'employeur ne se trouvent pas dans des conditions égales. Sur le plan de la globalisation, on répète le mythe qui cache les jeux de pouvoir dans les échanges internationaux, parce que les pays pauvres sont toujours dominés : ce qui a de peu de valeur est destiné aux pays pauvres et les profits vont aux pays d'origine des multinationales.

Le système financier qui exerce plus d'influence que les gouvernements nationaux, est l'expression de cela. Les multinationales se soustraient aux pouvoirs des États, elles aggravent les problèmes écologiques et elles créent les conditions propices à la prolifération des mafias.(2)

« Derrière la rationalité économique néolibérale il y a une conception de l'être humain qui détermine la grandeur de chaque homme ou de chaque femme selon sa capacité de générer des revenus. Elle exacerbe l'individualisme et l'ambition de gagner et de posséder, et elle conduit facilement à abuser de l'intégrité de la création. Dans de nombreux cas elle éveille la cupidité, la corruption et la violence. Et, en se généralisant dans les différents groupes sociaux, elle détruit radicalement la communauté. S'impose ainsi un ordre de valeurs où prime la liberté individuelle pour accéder à la satisfaction des désirs. Ceci légitime entre autres la consommation de drogue et l'érotisme sans restrictions. C'est une liberté qui rejette toute interférence

de l'État dans l'initiative privée, qui s'oppose aux plans sociaux, qui ignore la vertu de la solidarité et qui n'accepte que les lois du marché. (...) Généralement, les dirigeants de nos sociétés, articulés à ces mouvements de globalisation et imbibés de l'acceptation indiscriminée des raisons du marché, vivent comme des étrangers dans leur propre pays. Sans dialoguer avec le peuple, ils le considèrent comme un dangereux obstacle à la poursuite de leurs intérêts, jamais comme un frère, un compagnon ou un associé. Cette conception considère normal que naissent et meurent dans la misère des millions d'hommes et de femmes incapables de produire des revenus suffisants pour s'acheter une qualité de vie plus humaine.





aux États-Unis. Donald Trump avait instauré une politique de « tolérance zéro », séparant les parents des enfants à la frontière. In extremis, le 25 février 2020, la Cour suprême des États-Unis a rendu légal l'assassinat des personnes qui tentaient de traverser clandestinement la frontière. Sans sanction légale, la Patrouille frontalière est autorisée, à travers le mur, à ouvrir le feu sur des personnes se trouvant au Mexique. Le rapatriement des émigrants est justifié par l'argument de la prévention du COVID-19 dans les centres de détention. L'arrivée de Joe Biden à la présidence a permis que les enfants demeurent sous la garde de la CBP et qu'ils ne soient par retournés au Mexique sans être accompagnés. De plus, sa nomination a mis un terme à la construction du mur frontalier et au Programme de protection des migrants qui forçaient les demandeurs à attendre au Mexique dans l'attente de leur audience au tribunal de l'immigration.

C'est pourquoi les gouvernements et les sociétés ne ressentent pas le scandale face à la faim et à l'incertitude des multitudes désespérées et perplexes devant leurs abus des ressources de la société et de la nature, sans penser aux autres.(3)

Un effet certain dette idéologie néolibérale est l'émigration massive des pays d'Amérique centrale vers les États-Unis et ce qui se produit à la frontière entre le Mexique et « le pays des opportunités » : le 8 mars de cette année, 14 000 enfants migrants non accompagnés se trouvaient sous la garde du Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis. 170 d'entre eux étaient âgés de moins de 13 ans et sont installés dans des cellules de la Patrouille des frontières pour plus de 72 heures comme le stipule la loi. Les causes de la migration sont la misère

économique, la violence des gangs de leurs pays d'origine et les effets du changement climatique. Les bandes de délinquants armées sont le résultat de la guerre et du manque d'opportunités, les deux situations étant exacerbées par le néolibéralisme.

À cela s'est ajouté les ouragans ETA et Iota, en novembre 2020, qui ont dévasté le Honduras, le Salvador, le Guatemala, el Panama, le Costa Rica, le Nicaragua et le Belize. De nombreux enfants voyagent seuls, d'autres, guidés par des « coyotes ». La majorité sont avec des parents, mais ils sont séparés à la frontière. Entre octobre 2020 et février 2021, 29 000 mineurs non accompagnés ont été détenus à la frontière, et dans leur grande majorité, retournés au Mexique.

Depuis février 2021, un nombre supérieur à 100 000 personnes sans documents ont tenté d'entrer

Un autre exemple des effets de l'idéologie néolibérale est ce qui a été nommé « faux positifs » en Colombie. Selon la Commission de la justice spéciale pour la paix, pendant le gouvernement de Uribe, de 2002 à 2008, 6 402 personnes ont été assassinées pour être présentées ensuite aux autorités comme des combattants de la guérilla. L'armée capturaient des groupes de jeunes, puis les tuaient et les habillaient d'habit de camouflage avec les insignes de la FRAC-EP. L'armée ne se préoccupait pas du fait que normalement, lors des affrontements, il y a davantage de blessés que de morts. Pour les résultats obtenus dans la lutte contre la guérilla, les officiers et les soldats recevaient des primes monétaires, en plus des campagnes publicitaires dans la presse qui vantaient les mérites

des courageux soldats. Malgré le bilan de plus de 6 000 faux positifs, le ministère des finances de la république n'a reconnu que 2 248 victimes. Jusqu'à ce jour, le nombre de militaires impliqués dans ces crimes de lèse humanité serait de 1 500.

Par ailleurs, les mères des victimes des faux positifs de Soacha ont exigé que non seulement les soldats et les officiers soient jugés devant les tribunaux, mais aussi les plus hauts responsables du gouvernement d'Uribe ainsi que le haut commandement de l'armée de l'époque. Le commandant en chef de l'armée, Eduardo Zapatero a répondu aux mères :

« Nous sommes des soldats de l'armée et nous ne nous laisserons pas vaincre par des vipères perverses qui veulent nous attaquer, nous dénoncer et nous affaiblir. Les officiers, les sous-

officiers et les soldats, ne se rendront pas, nous ne reculeront pas, toujours forts, la tête haute. Dieu est avec nous. » La réponse des mères des victimes au général Zapatero fut la suivante : « Nous ne sommes pas des vipères, nous sommes des mères qui vivent avec la douleur de savoir que les prétendus héros de la patrie sont ceux qui ont assassiné nos fils et nous non plus nous n'entendons pas renoncer à la lutte. Le nombre des victimes continue d'augmenter. Dieu est avec nous. »

Salvatore Mancuso, membre de l'État-major des Forces d'autodéfenses unies de Colombie (des paramilitaires), a déclaré publiquement que le paramilitarisme est né suite à la demande des autorités. L'ancien ministre et l'ancien sénateur de droite, Alvaro Leyva Duran, donna des instructions pour que ne soit pas découvert que les paramilitaires avaient sous leur garde des prisonniers et qu'ils devaient construire des fours crématoires pour faire disparaître les corps de leurs victimes.





sur un ordre économique juste. (4)» Ayez cela à l'esprit au moment du vote pour élire des représentants pour la constituante lors de la prochaine élection au Chili.

Notes:

(1) (Cfr): COMBLIN, José, "El neoliberalismo". Ideología dominante en el cambio de siglo. (Ediciones CESOC, Santiago de Chile, 2002).

(2) (Cfr): KUNG, Hans, "Una ética mundial para la economía y la política". (Editorial Trotta, Madrid, 1999).

(3) EL NEOLIBERALISMO EN AMERICA LATINA. Carta de los Superiores Provinciales Latinoamericanos de la Compañía de Jesús, Ciudad de México, 14-11-1996, números 10, 11, 12 y 14).

(4) Entrevista a Gonzalo de la Torre, misionero claretiano en el Chocó, Colombia. Revista EXODO, Madrid, septiembre-octubre de 2009.

"Neoliberalismo y algunos de sus efectos", in : EL CIUDADANO. <https://www.elciudadano.com/columnas/neoliberalismo-y-algunos-de-sus-efectos/05/05/>, consulté le 06/05/2021

Le Centre national de la mémoire historique indique qu'entre 1958 et 2016, le conflit armé en Colombie a causé la mort de 262 000 personnes, 80 000 disparus, 8 millions de déplacés et 37 000 enlèvements.

En 2020, au milieu de la pandémie de COVID-19, pendant que la population se bat pour sa survie, une autre illustration des effets du néolibéralisme est l'accroissement de 73% de la fortune des Chiliens appartenant aux plus riches de la planète.

Iris Fontbona, du groupe Luksic : 23 300 millions en 2019 selon la revue Forbes. En 2020, sa fortune a augmenté de 12 500 millions de dollars selon la revue Forbes.

Julio Ponce Lerou : 4 100 millions

de dollars. En 2020, sa fortune a augmenté de 2 400 millions de dollars.

Horts Paulmann : 3 300 millions de dollars. En 2020, sa fortune a augmenté de 300 millions de dollars.

Sebastian Piñera (actuel président du Chili) : 2 900 millions de dollars. Pendant qu'il exerce son mandat présidentiel, sa fortune a augmenté de 300 millions de dollars.

Roberto Angelini : 2 000 millions de dollars. En 2020, sa fortune a augmenté de 700 millions de dollars.

La morale de cette histoire : « L'économie capitaliste néolibérale se base sur le vol justifié ou injustement légalisé, et non pas

## Des nouvelles du CAPMO

### Philanthropie Québec

Un don de 5 000\$ a été remis au CAPMO afin de mettre sur pied à l'automne 2021, des ateliers sur la masculinité positive.

Bravo Mario !

### Soirées mensuelles du CAPMO

La soirée mensuelle du 17 juin 2021 portera sur « L'héritage de Paulo Freire et l'éducation populaire au Québec. » Elle sera animée par Gérald Doré et Mario Gil. Nous ferons ensuite une pause jusqu'en septembre

### Voix et images des communautés culturelles

Une manifestation de solidarité avec la Colombie a été organisée par le CAPMO avec le communauté latino-américaine de Québec. Cette marche dans le vieux Québec a rassemblée plus de 200 personnes le samedi 8 mai. Malgré la répression, les manifestations se poursuivent en Colombie.

### Collectif TRAAQ

Remerciements à Mme Nicole Bouchard qui a été une collaboratrice du Comité Transport du CAPMO puis du TRAAQ depuis les débuts de l'enquête conscientisante sur l'accessibilité sociale du transport en commun à Québec.

Sa généreuse participation comme organisatrice communautaire a été rendue possible par le CIUSSS de la Capitale Nationale.

Merci Nicole, tu nous manqueras.

### Palestine

Une manifestation de solidarité avec le peuple palestinien a eu lieu dans les rues du Vieux-Québec samedi le 15 mai. Elle réunissait plus de 500 personnes désireuses de voir la paix et la justice s'instaurer un jour en Palestine. Des manifestations semblables ont eu lieu dans de nombreuses capitales et métropoles à travers le monde.

### Places éphémères

Le Capmo a accepté une entente de co-animation avec le Carrefour d'éducation à la solidarité internationale, CESIQ, pour la saison estivale sur les terrains de l'Office diocésain sur le boul. René-Lévesque. Des informations plus détaillées vous seront communiquées dans le prochain numéro.